

COMMUNE DE SAINTE NEOMAYE
CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2025
PROCES-VERBAL

L'an deux mille vingt-cinq, le 28 avril à 20 heures 15, s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de SAINTE-NEOMAYE.

Présents :

Roger LARGEAUD, Céline RIVOLET, Daniel THIOT, Valérie BRIAUD, Francis TESSERAU, Patrice DORAY, Sabine DUSSART, Patrick LAMORT, Stéphanie LEPAULMIER, Delphine PELLERIN, Mickaël ROBIN, Elodie ROULET, Jean VIGNET.

Absent(e) excusé(e) : Florence MENARD qui donne pouvoir à Delphine PELLERIN,

Le Conseil Municipal, dûment convoqué le 22 Avril 2025, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Roger LARGEAUD, Maire, pour une séance ordinaire.

Vérification du quorum :

13 élus présents : Roger LARGEAUD, Céline RIVOLET, Daniel THIOT, Valérie BRIAUD, Francis TESSERAU, Patrice DORAY, Sabine DUSSART, Patrick LAMORT, Stéphanie LEPAULMIER, Delphine PELLERIN, Mickaël ROBIN, Elodie ROULET, Jean VIGNET.

Elu absent : Florence MENARD, qui donne pouvoir à Delphine PELLERIN,

Désignation de la secrétaire de séance : Mme BRIAUD Valérie

Après lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal en date du 31 mars 2025, celui-ci est approuvé à l'unanimité.

En ouverture de séance, Monsieur le Maire demande à l'assemblée son accord pour rajouter le point N°8 à l'ordre du jour. L'assemblée accepte cet ajout.

Ordre du jour de la séance :

- 1 RH : Ouverture d'un poste d'adjoint technique (service technique).
- 2 RH : Fermeture d'un poste d'adjoint technique (service entretien des locaux).
- 3 CDG : Nouvelle convention prestations chômage.
- 4 Achat de terrain en zone humide en bord de Sèvre.
- 5 Effacement du réseau d'éclairage public rue des Roches.
- 6 Subventions aux associations.
- 7 Appel d'offres du lotissement le Clos des Terriers 4.
- 8 Emprunt pour les travaux de création du lotissement les Terriers 4.

Questions diverses :

- Stationnement vélo
- Présentation bulletin juin
- Présentation programme culturel

Ouverture d'un poste d'adjoint technique (service technique)**2025-027**

Le Maire rappelle à l'assemblée que, conformément à l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il lui appartient donc de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

En raison d'un départ en retraite imminent, Monsieur le Maire propose le recrutement d'un Adjoint Technique à temps complet à compter du 1^{er} juillet 2025.

Cet emploi pourra être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article L 332-8 du code général de la fonction publique :

- Motif : Départ en retraite d'un agent technique,
- Filière : Technique
- Cadre d'emploi : catégorie C, Groupe hiérarchique 2, échelon 1, Echelle C1,
- Traitement : il sera calculé par référence à l'indice brut 367, Indice Majoré : 366
- Grade : Adjoint Technique
- Nature des fonctions : agent d'entretien des espaces verts, des bâtiments, de la voirie et du petit matériel de la Commune.
- Niveau de recrutement : pas de niveau spécifique exigé, débutant accepté.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget : chapitre 64, article 6413

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

DECIDE de cette ouverture de poste et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document à intervenir dans ce dossier.

Le tableau des emplois est ainsi modifié à compter du 1^{er} juillet 2025.

Fermeture d'un poste d'adjoint technique (service entretien des locaux)**2025-028**

Conformément à l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il lui appartient donc de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Considérant que le Comité Social Territorial a émis un avis favorable dans sa séance du 14 janvier 2025, concernant l'augmentation du temps de travail de cet Adjoint Technique en charge de l'entretien des locaux, il est nécessaire de fermer le poste qui n'est plus pourvu. Cet avis du CST vaut accord de fermeture du poste concerné :

- Filière : Technique
- Cadre d'emploi : catégorie C, Groupe hiérarchique 2
- Grade : Adjoint Technique
- Nature des fonctions : agent responsable de l'entretien et de la propreté des locaux Communaux à hauteur de 4,53 heures hebdomadaires.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité,

DECIDE de la suppression d'un emploi correspondant au grade d'Adjoint Technique, permanent à temps non complet pour les fonctions d'agent en charge de l'entretien des locaux.

Le tableau des emplois est ainsi modifié à compter du 1^{er} mai 2025.

Le Maire informe le Conseil municipal que :

- Le Centre de gestion a confié, depuis 2014 au CDG 17 le traitement et la gestion des demandes d'allocations de chômage déposées par les collectivités et établissements affiliés au Centre de gestion des Deux-Sèvres ;
- Le Centre de gestion propose aux collectivités et établissements publics affiliés, depuis le 1er janvier 2020, un conventionnement leur permettant de bénéficier des prestations de conseil, d'étude et de suivi des dossiers chômage ; les prestations sont refacturées aux utilisateurs du service par le CDG79.
- Le Conseil d'Administration du CDG79, en sa session du 9 décembre dernier, a acté l'évolution tarifaire des prestations chômage ;
- Le CDG79 s'engage à mettre à disposition des collectivités et établissements qui lui sont affiliés, dans le cadre de la présente convention, les prestations suivantes assurées par le Centre de Gestion de la Charente-Maritime :
 - ✓ Etude et simulation du droit initial à indemnisation chômage ;
 - ✓ Etude des droits en cas de reprise ou réadmission à l'indemnisation chômage ;
 - ✓ Etude des cumuls de l'allocation chômage avec une ou plusieurs activités réduites ;
 - ✓ Etude de réactualisation des données selon les délibérations de l'UNEDIC ;
 - ✓ Suivi mensuel des droits à l'allocation chômage ;
 - ✓ Conseil juridique sur les questions d'indemnisation chômage.
- Le CDG 79 prend en charge le droit d'adhésion forfaitaire annuel permettant de disposer des prestations précitées.
- La tarification établie par le CDG 79 pour les prestations d'étude et simulation du droit initial, de conseil, de gestion et de suivi desdits dossiers correspondent aux tarifs fixés dans le cadre du conventionnement entre le CDG79 et le CDG17 et sont précisés dans la convention d'adhésion. Ces derniers demeurent inchangés depuis le 1^{er} janvier 2020 sauf pour le conseil juridique.

Etude et simulation du droit initial à indemnisation chômage	150,00 € / dossier
Etude des droits en cas de reprise, en cas de réadmission ou mise à jour du dossier après simulation :	58,00 € / dossier
Etude des cumuls de l'allocation chômage / activités réduites	37,00 € / dossier
Etude de réactualisation des données selon les délibérations de l'UNEDIC	20,00 € / dossier
Suivi mensuel	14,00 € (tarification mensuelle)
Conseil juridique	95 €/ heure

Le Maire rappelle que ladite convention ne donne lieu à facturation par le Centre de gestion que si la Commune, utilise les prestations proposées. En revanche, il est impossible de solliciter le concours de ce service facultatif pour le traitement desdits dossiers, sans avoir conventionné au préalable. Il précise que la convention proposée est d'une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction.

Considérant l'intérêt pour la commune d'adhérer au dispositif de traitement et de gestion des dossiers de demande d'allocations de chômage, notamment au regard de la complexité desdits dossiers.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

D'ADHERER au dispositif de traitement et de gestion des demandes d'allocations chômage mis à disposition par le Centre de gestion des Deux-Sèvres, et s'engage à rembourser au CDG79 les prestations d'étude et de simulation du droit initial à indemnisation chômage, de conseil, de gestion et de suivi des dossiers chômage traitées dans le cadre du conventionnement entre le CDG des Deux-Sèvres et le CDG de la Charente-Maritime, et selon les tarifs indiqués dans la convention d'adhésion ;

D'AUTORISER le Maire ou son représentant, à signer la convention d'adhésion ;

PREND L'ENGAGEMENT d'inscrire les crédits nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération aux budgets des exercices correspondants.

Achat de terrain en zone humide en bord de Sèvre**2025-030**

Monsieur le Maire rappelle aux membres du conseil municipal les projets d'acquisitions de terrains, au profit de la commune, dans le cadre du projet « Nature et Transition » afin de les aménager en réserve naturelle faune et flore.

La plante fritillaire a été repérée par Deux-Sèvres Nature Environnement sur un terrain du bord de Sèvre. Ce terrain serait propice pour une réserve faune et flore. La Commune a l'opportunité d'acquérir le terrain, cadastré AR0285 et d'une surface de 1 ha 34 ca appartenant à une indivision, pour le prix de 3 500 euros.

Dans ce cadre, le Conseil Municipal à l'unanimité,

AUTORISE, Monsieur le Maire ou son représentant, à poursuivre les démarches d'acquisitions de ce terrain et à signer l'acte notarié auprès de l'étude de maîtres Dupuy et Couderc à La Crèche - SCP les Notaires de la Brèche.

Effacement du réseau d'éclairage public rue des Roches**2025-031**

Monsieur le Maire informe l'assemblée du projet :

Considérant que le programme « EFFACEMENT » du SIEDS est destiné à accompagner financièrement les communes dans le cadre d'un projet d'enfouissement des réseaux électriques, d'éclairage public, et de communications électroniques sur supports communs, ou de remplacement des postes tours.

Considérant que la commune, dans le cadre du projet d'aménagement de la Rue des Roches a sollicité l'ensemble des gestionnaires des réseaux par l'intermédiaire du Comité Technique d'Effacement des Réseaux (CTER) dont le SIEDS assure son fonctionnement,

Considérant que la visite sur le terrain du 06/02/2025 a permis d'établir un premier estimatif ainsi que la nature des travaux de réseaux électriques BT, d'éclairage public et de communications électroniques à réaliser dans le périmètre d'enfouissement étudié en une tranche annuelle.

Considérant qu'en coordination avec les autres opérateurs de réseaux, les premiers estimatifs, comprenant le matériel, la main d'œuvre et le génie civil, déterminent un montant prévisionnel de travaux avec la répartition suivante :

	Montant total	Financement à la charge du SIEDS		Financement à la charge de ORANGE	Financement à la charge de la commune
Réseau électrique € HT	85 574€	80%	68 459€	0 €	17 115€
Réseau de communications électroniques € HT	23 985€	0 €		11 149€	12 836€
Réseau éclairage public € HT	A préciser par la commune	Subventionné sous conditions		0 €	A préciser par la commune
Total € HT	109 559€	68 459€		11 149€	29 951€

Considérant que pour la fourniture d'un mât et de lanternes d'éclairage public hors main d'œuvre-génie civil, la commune peut solliciter le SIEDS pour une éventuelle subvention sous conditions d'éligibilité,

Considérant que dans l'hypothèse où la demande d'aide serait retenue par le SIEDS, la commune pourra bénéficier du montant alloué dans un délai de 36 mois à compter de la notification d'acceptation du SIEDS et cela conformément à la délibération du Comité Syndical du 19 juin 2017,

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal de :

Article 1 : Approuver la réalisation de cet aménagement,

Article 2 : Décider de procéder aux travaux de main d'œuvre et de génie civil ORANGE lié à l'enfouissement coordonné des réseaux aériens de communications électroniques d'ORANGE et des réseaux aériens de distribution d'électricité établis sur supports communs situé Rue des Roches, et de charger le SIEDS de l'exécution de ces travaux,

Article 3 : D'approuver le tableau de financement prévisionnel des travaux à engager sous réserve d'acceptation du financement par le SIEDS présenté ci-dessus et d'une durée de validité d'un an à compter de la réception par la commune du compte rendu de la visite terrain par le SIEDS.

Article 4 : De répartir les financements, selon les modalités suivantes :

- Le SIEDS engage la totalité du montant des travaux des réseaux aériens de communications électroniques d'ORANGE et des réseaux aériens de distribution d'électricité et d'éclairage public établis sur supports communs imputés au chapitre 23 – article 2315, sauf les frais de pose inscrits au chapitre 11 – article 605.
- Le SIEDS sollicite la commune sur l'ensemble des frais de pose des installations de communications électroniques fournies par ORANGE, et les frais de réalisation des infrastructures communes de génie civil, hors quote-part des coûts de terrassement prise en charge par ORANGE ; ainsi que sa contribution syndicale relative aux travaux sur le réseau électrique, et d'éclairage public sur supports communs si c'est le cas, imputés au chapitre 74 – article 74748,
- Le SIEDS sollicite ORANGE sur la part des coûts de terrassement prise en charge par l'opérateur de communications électroniques correspondant à 20% défini dans la convention locale pour l'enfouissement coordonné des réseaux aériens de communications électroniques d'ORANGE et des réseaux aériens de distribution d'électricité établis sur supports communs, imputée au chapitre 13 – article 1328.

Article 5 : De notifier la présente délibération auprès du SIEDS.

Article 6 : D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer tout document afférent à cette affaire si la demande de la commune connaît une suite favorable.

Article 7 : De solliciter une aide financière auprès du SIEDS pour le renouvellement des mâts d'éclairage public depuis l'espace collectivité du site internet du SIEDS avant le début des travaux.

Après avoir entendu, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

APPROUVE, ce projet et les conditions susvisées.

Subventions aux associations**2024-032**

○ AICA	250 €
○ APE	250 €
○ Ball-trap Club	250 €
○ Patte d'Oie	750 € (dont 150 € pour le Théâtre)
○ Union Musicale Cherveux	150 €
○ Spiridon club créchois	250 €
○ Fleurs et jardins	250 €
○ Titounets	250 €
○ Accueil et solidarité	150 €
○ Les amis des fauvettes	150 €
○ Vital Gym (gym, yoga, sport adapté)	600 € (soit 200 € par section)
○ Poésie en Val	350 €
○ Qi Gong	250 €
○ ADMR	100 €
○ Club de FOOT Néo-Créchois	700 €
○	

Après avoir entendu, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

Accepte le versement de ces 15 subventions pour la somme totale de 4 700 €.

7 = COMMANDE PUBLIQUE 1-1 Marchés Publics**Résultat de l'appel d'offre du 22 janvier 2025 - Création du lotissement le Clos des Terriers 4****2025-033**

Mme Elodie ROULLET, quitte la séance et sort de la salle.

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, suite à la délibération n° 2024-068, portant sur l'appel d'offres pour les travaux du lotissement le Clos des Terriers 4, la publication a été effectuée dans les colonnes des annonces légales et officielles les 22 et 29 janvier 2025.

Les offres ont été déposées du 12 janvier au 22 février 2025.

La commission appel d'offres s'est réunie les 11 mars et 2 avril 2025, assistée du cabinet SITEA, et ont étudié les offres.

Les entreprises retenues par le maître d'œuvre et les membres de la commission, sont les suivantes :

LOT 1 - VRD : Entreprise STPM, sise à St Léger de la Martinière 79500, pour un montant HT de **225 512,55 €**.

LOT 2 - ECLAIRAGE PUBLIC : Entreprise DELAIRE, sise à Chef Boutonne 79110, pour un montant HT de **14 221,90 €**.

LOT 3 - ESPACES VERTS : Entreprise EIVE, sise à Niort 79000, pour un montant HT de **9 980,40 €**.

Soit un total marché travaux de : 249 714, 85 € HT.

Il est précisé que ce marché est révisable.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

ACCEPTE le choix des membres de la Commission d'appel d'Offres et donne tout pouvoir au Maire ou à son représentant, pour signer, tout document afférent à ce marché public.

Emprunt pour les travaux de création du lotissement les Terriers 4**2025-034**

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, pour subvenir aux travaux du futur lotissement les Terriers 4, il est nécessaire de prévoir la réalisation d'un emprunt. Celui-ci, serait d'un montant de 400 000 €.

L'établissement bancaire et de facto les conditions de ce prêt ne sont pas encore définies mais, Monsieur le Maire, demande l'avis de l'assemblée pour faire les démarches nécessaires auprès des banques.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

ACCEPTE le principe de l'emprunt et donne tout pouvoir au Maire ou à son représentant, pour signer le contrat de prêt et tout document nécessaire à ce financement.

Mme Elodie ROULLET, réintègre la séance.

DIVERS

- **Stationnement vélo :**
Suite à la présentation de la Régie Mobilité de la Communauté de Communes du Haut Val de Sèvres concernant les équipements de stationnement pour les vélos, la Commune leur a fait part de sa candidature pour l'obtention de 30 arceaux qui devraient être mis en place devant les bâtiments Communaux à l'automne 2025. Ces arceaux seront fournis à titre gratuit si la CCHVS obtient les subventions demandées. Le cas échéant, la Commune s'est engagée à financer à hauteur de 30% des équipements commandés par le biais d'un fonds de concours.
- **Présentation du programme culturel.**
- **Présentation du bulletin municipal du mois de juin 2025.**
- **M. Patrice DORAY informe l'assemblée que, le réseau de la fibre télécom, est arrivé aux Fontenelles.**

¼ D'HEURE CITOYEN

-
-

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h50.

Prochaines réunions : 19 mai 2025 à 20h15 et 23 juin 2025 à 19h00.

Le Maire,

Roger LARGEAUD

La secrétaire,

Valérie BRIAUD